



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

LEUR PLAN DE « RELANCE » :

DES MILLIARDS POUR LES ENTREPRISES

REFUSONS DE PAYER LA FACTURE

BULLETIN NPA ENTREPRISES DU PERCHE

18 SEPTEMBRE 2020

RELANCE CASTEX : DES MILLIARDS POUR LE PATRONAT...

En bonne logique capitaliste, le plan de relance Macron - Castex place l'intérêt des entreprises et des actionnaires au dessus de tout. D'où, à nouveau, des milliards en moins de cotisations sociales (pour baisser encore le coût du travail) et d'impôts pour elles. Sans exiger d'elles la moindre contrepartie en matière d'emploi. Objectif : doper la compétitivité et les profits.

Ils nous racontent, une fois de plus, que cela stimulera l'investissement, donc la croissance, donc l'emploi. La même chanson que sous Sarkozy et Hollande. Au final, les actionnaires vont se gaver, mais les licenciements vont continuer de tomber, et les classes populaires de trinquer. Et ce ne sont certainement pas les dérisoires 100€ de plus sur l'allocation de rentrée scolaire qui vont calmer l'angoisse du lendemain de millions de gens.



ET POUR LES CLASSES POPULAIRES ... LA FACTURE

La facture, c'est d'abord l'explosion prévue des suppressions d'emplois. Mais ce n'est pas un problème pour les capitalistes. La faillite des entreprises les plus fragiles bénéficiera à celles qui tirent leur épingle du jeu. Et le chantage à l'emploi leur permettra en plus d'imposer de nouveaux sacrifices aux salarié.es et d'obtenir de nouvelles aides de l'Etat.

Par ailleurs, les milliards de la relance - qui vont profiter essentiellement aux capitalistes - sont des milliards empruntés. Dans l'avenir, ils nous diront donc à nouveau qu'il faut diminuer la dette, et par conséquent diminuer les dépenses sociales.

Et c'est avec nos impôts, comme toujours, qu'ils voudront nous faire payer les intérêts de ces emprunts. Même les plus pauvres, par la TVA sur leurs achats de tous les jours, seront mis à contribution.

POUR QUE DEMAIN NE SOIT PAS PIRE QU'HIER LA SEULE RELANCE QUI COMPTE : CELLE DE LA MOBILISATION

Assez de profits sur notre santé : expropriation et mise sous contrôle social des laboratoires pharmaceutiques ; remboursement à 100% des soins par la Sécurité et gratuité des masques. Assez de misère et de précarité. Pour les salaires, pensions et allocations : exigeons 300€, comme les personnels hospitaliers. Interdiction des licenciements et suppressions d'emplois. Partage du travail entre toutes et tous sans perte de salaire jusqu'à abolition du chômage et de la précarité. Droit à un logement décent et services publics de qualité pour tous.

Evidemment, « ils » ne voudront jamais. D'où la nécessité d'engager un vrai bras de fer. Mais pour cela, il faudra rompre avec la stratégie perdante des journées d'action à répétition des années précédentes, et s'engager dans la construction d'une mobilisation sociale générale avec la volonté de gagner.

REPLATRAGE DU SYSTEME, OU CHANGEMENT DE SYSTEME : IL VA FALLOIR CHOISIR

Mais pour que le monde de demain ne soit pas pire que celui d'hier, il faudra bien un jour se débarrasser de la dictature du profit, c'est-à-dire du système capitaliste lui-même.

Aujourd'hui, une minorité de l'humanité règne sur la planète au nom du respect de la propriété privée du capital, de la libre entreprise et de la concurrence. Tant qu'on ne s'attaquera pas aux fondements de son pouvoir, elle continuera, à chaque crise, de replâtrer le système à son profit. C'est en ce sens qu'une « révolution » est nécessaire.

Cela peut paraître utopique. Il a fallu une révolution pour mettre fin à la monarchie. Il en faudra une aussi pour mettre fin à la dictature du profit et à l'exploitation capitaliste. Ils ont les milliards et un Etat qui les sert. Mais nous sommes des millions : c'est notre force.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



SMART : DAIMLER-MERCEDES-BENZ BRADE LE SITE

Inaugurée en fanfare par Chirac en 1997, cette usine devait être le symbole de la redynamisation industrielle de la région. Mille salarié.es de Mercedes et 600 dans la sous-traitance y travaillent.

Mais la mécanique se grippe. Depuis quatre ans, sous le chantage à l'emploi, les salarié.es ont dû accepter de signer des avenants à leur contrat de travail et de travailler 39h payées 37. Des sacrifices pour rien. Début 2020 Daimler annonçait la fin de la production en France de la Smart. Un repreneur est sur les rangs : Ineos Alternative.

Mais seuls 5 à 700 emplois seraient conservés pour la production d'un énorme 4x4. Les salarié.es sont sous le choc. La question de l'emploi concerne toute l'industrie automobile et au-delà. Pour sauver l'emploi, pas de solution usine par usine, chacun dans son coin. Qu'attendent les directions syndicales pour offrir une perspective de mobilisation nationale sur la question ?

RENAULT BRÉSIL : GRACE A LA GREVE LICENCIEMENTS ANNULÉS PAR LA JUSTICE

Le 29 mai dernier, Renault confirmait son plan de casse avec l'annonce de 15.000 destructions d'emplois à travers le monde, dont 4.600 en France. Et le 21 juillet, c'est en pleine épidémie de coronavirus que Renault annonçait 747 licenciements dans son usine de Curitiba au Brésil.

Mais dès l'annonce des licenciements, les travailleurs de ce site se sont organisés pour bloquer totalement les entrées et sorties de l'usine, mettant en place des piquets de grève quotidiens.

Après 15 jours de grève totale, ils ont obtenu du Tribunal du travail, le 5 août, qu'il ordonne l'annulation des licenciements et condamne Renault à une amende de 16.000 euros par jour en cas de refus.

Le Tribunal a estimé que Renault n'avait pas tenu les engagements pris auprès du ministère du travail de ne procéder aucun licenciement sans négociation préalable avec les syndicats. Une violation aggravée par le fait que Renault avait perçu des subventions publiques en contrepartie d'une garantie de l'emploi.

Cette première victoire, obtenue au Brésil, grâce à la puissance d'une grève déterminée, est un formidable encouragement pour nous toutes et tous.

FORD, PATRONS VOYOUS : ÇA CONTINUE

Un an après la fermeture de l'usine Ford Aquitaine Industries (FAI) de Blanquefort, le constructeur se retire totalement de son autre usine, également installée près de Bordeaux. A l'occasion d'un CSE européen tenu le 28 août, il a annoncé la dissolution de la coentreprise formée avec l'équipementier canadien Magna, Getrag Ford Transmissions (GFT).

Cette dissolution concerne trois sites de productions de boîtes de vitesses en Europe, dont celui de Bordeaux.

L'emploi de 800 salariés est en jeu. Le seul client de l'usine est toujours Ford qui s'est, paraît-il, engagé à acheter les boîtes de vitesses... jusqu'en 2024.

Mais on connaît les pratiques de Ford, habitué aux mensonges et aux promesses non tenues. La menace est bien là : celle d'une cessation des commandes de Ford et par là même des activités de l'usine.

Pendant la très longue lutte contre la fermeture du site de Blanquefort Ford Aquitaine Industrie, Ford avait ménagé l'usine d'à côté pour entraver une solidarité pourtant indispensable. Diviser pour mieux attaquer : c'est la politique de Ford et du gouvernement. Mais un an après la fermeture de la première usine, ils ont les mains libres pour s'en prendre à la seconde. Alors, aucune confiance dans leurs promesses !

USA : DEUX POIDS, DEUX MESURES UN SYSTEME, LE RACISME

Le 24 août, à Kenosha aux USA, un policier a tiré sept balles à bout portant dans le dos de Jacob Blake, un homme noir qui tentait de monter dans sa voiture pour se soustraire à une arrestation. Cette nouvelle violence policière, trois mois après la mort de George Floyd, a relancé les mobilisations

Blake n'est pas mort, mais passera sans doute le reste de sa vie en fauteuil roulant... Quant au policier, il est à son domicile, suspendu, mais toujours rémunéré. Le lendemain, 25 août, deux manifestants ont été abattus et un troisième grièvement blessé par un militant d'extrême droite, venu armé d'un fusil d'assaut avec d'autres nervis d'extrême droite pour en découdre avec les manifestants. Le tueur avait même pu quitter les lieux tranquillement et rentrer chez lui.

C'est ça, l'État américain, et pas que lui : une violence policière meurtrière contre les pauvres et les noirs, doublée d'une tolérance, voire d'une complicité de la police à l'égard de l'extrême droite.

« ON MARCHÉ VERS L'ELYSEE » MARCHÉ NATIONALE DES SOLIDARITES

Pendant le confinement, des dizaines de milliers de gens ont perdu leur boulot : soit leur contrat n'a pas été renouvelé, soit leur entreprise a coulé ou arrêté toute activité. Parmi eux, beaucoup n'ont pas bénéficié du chômage partiel. D'où l'impossibilité de payer loyer et charges. En l'absence de cantine pour les enfants, l'essentiel des dépenses a été pour l'alimentation.

Cette situation a particulièrement touché les jeunes en situation précaire et les personnes sans titre de séjour ne pouvant plus travailler au noir. Au même moment les grandes associations humanitaires cessaient momentanément leurs distributions alimentaires.

Partout en France, des réseaux de solidarité de proximité ont permis d'éviter une catastrophe humanitaire. C'est de ce mouvement de solidarité qu'est née l'idée d'une mobilisation aux côtés des collectifs de lutte des sans-papiers, pour la fermeture des Centres de Rétention, la régularisation de toutes les personnes sans-papiers, et le droit au logement pour tous et toutes.

A partir de plusieurs régions, des marches de solidarité vont converger vers Paris pour une grande manifestation nationale le 17 octobre. Parce que chaque être humain a droit à la dignité, quelle que soit son origine, le NPA soutient ce mouvement et appelle ceux et celles qui le peuvent à y participer.

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63